

ATMOS'FAIR – 24 SEPTEMBRE 2014



Nouveau train de mesures en
faveur de la qualité de l'air en
Europe – Quelles incidences
pour les opérateurs ?

Corentin CHEVALLIER
Avocat au Barreau de Paris, Foley Hoag

- Constats de la Commission : 2013 année européenne de l'air
- Qualité de l'air, des enjeux multiples (communication du 18.12.2013)
 - Santé : malgré une amélioration, la pollution atmosphérique demeure le principal facteur de mortalité prématurée lié à l'environnement en Europe (selon l'OCDE, 1ere cause de mortalité environnementale en 2050)
 - Environnement : Eutrophisation, pluies acides, impacts sur la qualité des eaux, des sols et des écosystèmes, sur le changement climatique, la protection de la biodiversité...
 - Economie : productivité du travail, dépenses de soin de santé, valeur des cultures... mais aussi marché émergent des technologies « *propres* »

I. Qualité de l'air en Europe : état actuel de la réglementation

La lutte contre la pollution atmosphérique en Europe aujourd'hui c'est principalement :

➤ **La mise en œuvre de la convention de Genève du 3/11/1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance dite « PATLD »** et de ses 8 protocoles additionnels

- Convention internationale (CE-ONU) signée par la Communauté dès 1979 (**Traité mixte**)
- Instrument établissant un cadre de coopération intergouvernementale dans le but de protéger la santé et l'environnement contre la pollution atmosphérique transfrontalière
- Ensemble comportant le Protocole de Goteberg (1999) auquel la Communauté a adhéré en 2003 qui est relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique. Ce Protocole préconise d'agir sur quatre polluants et fixe des PEN auxquels les parties devaient se conformer pour 2010

I. Qualité de l'air en Europe : état actuel de la réglementation(2)

- La fixation de plafonds d'émission nationaux :
 - **Directive 2001/81/CE** du 23 octobre 2001 *fixant des plafonds d'émission nationaux pour certains polluants atmosphériques* ou directive « PEN » :
 - Fixe pour chaque Etat membres des PEN - exprimés en quantité - à respecter pour 2010 pour le SO₂, le NO_X, les COVNM et l'ammoniac)
 - Précise que ces PEN sont liés à des objectifs environnementaux intermédiaires (2010) : réduction de l'acidification, de l'exposition à l'ozone au sol en rapport avec la santé, de l'exposition à l'ozone au sol en rapport avec la végétation
 - Renvoie aux Etats membres la charge de définir les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs via l'élaboration de programmes de réduction progressive des émissions nationales

I. Qualité de l'air en Europe : état actuel de la réglementation (3)

- **La protection de la qualité de l'air ambiant** :
 - Principalement, **Directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe** (*hors champ d'Air pur pour l'Europe*) fixe des mesures dans le but de :
 - définir et fixer des objectifs relatifs à la qualité de l'air ambiant, afin de réduire les effets nocifs pour la santé et l'environnement
 - évaluer la qualité de l'air ambiant dans les États membres, sur la base de critères et de méthodes communs
 - réunir des informations sur la qualité de l'air ambiant afin notamment de surveiller les tendances à long terme
 - faire en sorte que les informations sur la qualité de l'air soient tenues à la disposition du public
 - préserver la qualité de l'air ambiant lorsqu'elle est bonne et l'améliorer lorsqu'elle ne l'est pas
 - promouvoir la coopération entre les États membres en vue de réduire la pollution atmosphérique

I. Qualité de l'air en Europe : état actuel de la réglementation (4)

- **La réduction des émissions polluantes du secteur industriel :**
 - La directive 2001/80/CE du 23 octobre 2001 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion ou directive « GIC » fixe des VLE pour les installations d'une puissance thermique nominale égale ou supérieure à 50MW (SO₂, NO_x, poussières)
 - La directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ou directive « IED » ([abroge la directive 2001/80/CE à compter du 31/12/2015](#)) :
 - Fusion de la directive IPPC avec 6 directives sectorielles (directive « GIC » n° 2001/80/CE, directive n° 2000/76/CE « incinération », directive n° 1999/13/CE « solvants » et trois directives relatives à l'industrie du dioxyde de titane n° 78/176/CEE, 82/883/CEE et 92/112/CEE);
 - Fixe des VLE basée sur les conclusions des MTD (**schéma général – Préfixées pour les installations de combustion – chapitre III**);
 - Possibilité de dérogation (VLE « générales » moins strictes, **dérogation pour les installations de combustion – dérogations plus strictes dans la transposition française**)

I. Qualité de l'air en Europe : état actuel de la réglementation (5)

■ Des textes sectoriels :

- Directive 2004/42/CE du 21 avril 2004 relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certains vernis et peintures et dans les produits de retouche de véhicules, et modifiant la directive 1999/13/CE : *fixe des valeurs limites des émissions de COV pour des sources spécifiques (certains vernis et peintures et des produits de retouche de véhicules)*
- Textes sur la réduction des émissions polluantes dans le secteur des transports :
 - Fixation de normes d'émission pour les véhicules routiers (Règlement n° 715/2007 du 20 juin 2007 relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5 et Euro 6) et aux informations sur la réparation et l'entretien des véhicules fixe des normes d'émission) et pour les engins mobiles non routiers
 - De la réglementation de la composition des combustibles : carburants destinés aux transports routiers et aux engins mobiles non routiers, carburants destinés au transport maritime...

II. Le nouveau train de mesures

Volonté de la Commission d'actualiser la réglementation et de réduire les émissions polluantes dans la durée : **adoption d'un nouveau train de mesure pour la qualité de l'air en Europe le 18 décembre 2013**

➤ Les quatre volets du nouveau train de mesures

- 1. Un Programme « **Air pur pour l'Europe** » : mise en place de mesures garantissant la réalisation d'objectifs de qualité de l'air à court terme et pour 2030
- 2. Une Proposition de révision de la directive 2001/81/CE du 23 octobre 2001 fixant des *plafonds d'émission nationaux pour certains polluants atmosphériques (« PEN »)*
- 3. Une Proposition de nouvelle directive *relative à la limitation de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes*
- 4. Une proposition d'approbation de l'amendement de 2012 au protocole de Göteborg relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique **afin de faire coïncider le cadre réglementaire de l'Union avec les engagements internationaux pris par l'Union**

II. Nouveau train de mesures : Programme « Air pur pour l'Europe »

➤ Programme « Air pur pour l'Europe » - Communication de la Commission : préconisations

- Mesures à court terme : mise en œuvre effective des dispositions de l'UE en vigueur et adoption de mesures nationales complémentaires dans le domaine des émissions de véhicules légers à moteur diesel notamment
- Réduction à long terme des incidences de la pollution atmosphérique via la fixation de **nouveaux objectifs** de qualité de l'air pour 2030 et l'adoption de mesures réglementaires visant à réduire les émissions à la source

Approche large dépassant les adoptions de textes du train de mesures (réduction des émissions : d'ammoniac agricole, transport maritime...) avec un volet suivi et compétitivité

II. Nouveau train de mesures : Révision de la directive sur les PEN

Proposition de nouvelle directive sur les PEN : contenu-étapes

- Application des PEN de la directive 2001/81/CE pour le SO₂, NO_x, COV, NH₃ jusqu'en 2020;
- Nouveaux engagements nationaux de réduction des émissions pour le SO₂, NO_x, COVNM, NH₃ mais aussi pour les PM_{2,5} et le CH₄ : « **trajectoire de réduction linéaire** »
 - pour la période 2020 – 2030
 - à partir de 2030
 - niveaux d'émission intermédiaires facultatifs pour 2025 : définis sur la base d'une trajectoire de réduction linéaire, non applicables si coûts disproportionnés
- Obligation des EM d'adopter des Programmes nationaux de lutte contre la pollution atmosphérique décrivant la manière dont les engagements de réduction seront tenus (mis à jour tous les 2 ans + carbone noir)
- Choix des sanctions du non-respect des dispositions nationales transposant la directive laissé aux EM (effectives, proportionnées et dissuasives).

II. Nouveau train de mesures : Directive sur les installations de combustion moyennes (1)

Proposition de nouvelle directive sur les installations de combustion : extension du régime aux installations de combustion moyennes (non réglementées dans la plupart des EM)

➤ Applicable aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale ≥ 1 MW et < 50 MW (142.986 installations recensées dans l'UE – tous usages) avec des exemptions (dont moins de 500 heures)

➤ Obligation d'enregistrement des installations de combustion moyennes par notification de l'exploitant à l'autorité compétente

➤ Fixation de VLE (SO_2 , NOx et particules) :

- Délais d'adaptation laissés aux installations existantes (mise en service 1 an avant la date de transposition de la directive) : 1^{er} janvier 2025 (> 5 MW), 1^{er} janvier 2030 (puissance thermique nominale ≤ 5 MW);
- Délais d'un an après la transposition de la directive pour les installations nouvelles;
- VLE plus strictes dans les zones qui ne respectent pas les valeurs de qualité de l'air fixées par la directive 2008/50/CE
- Possibilités de déroger aux VLE : SO_2 : accordée pour 6 mois max. en cas de pénurie grave de l'approvisionnement en combustible à faible teneur en soufre - SO_2 , NOx et particules : accordée pour 10 jours max. (sauf demande justifiée) en cas d'interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz nécessitant le recours à d'autres combustibles

II. Nouveau train de mesures : Directive sur les installations de combustion moyennes (2)

- Obligation pour l'exploitant de signaler toute non conformité aux VLE à l'autorité compétente qui doit veiller à ce qu'il prenne les mesures nécessaires pour y remédier et, le cas échéant, pourra suspendre l'exploitation et annuler l'enregistrement si la conformité n'est pas rétablie;
- Obligation pour les EM de mise en place d'un système d'inspection environnementale (ou de toute mesure) destiné à vérifier la conformité des installations de combustion moyennes;
- Choix des sanctions du non-respect des dispositions nationales transposant la directive laissé aux EM (elles doivent être effectives, proportionnées et dissuasives).



II. Nouveau train de mesures : Proposition de décision du Conseil d'approbation d'un amendement au protocole Göteborg

- Approbation d'un amendement de 2012 au Protocole additionnel de la convention de Genève du 3/11/1979 *sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance* dite « PATLD »
- Objectif de faire coïncider le cadre réglementaire de l'Union avec les engagements internationaux pris par l'Union
- Contenu de l'amendement : ajout de deux annexes au protocole (IX et X) nouveaux engagements de réduction pour 2020, prise en compte du carbone noir... intégrées dans les deux projets de directives

III. Prospective : adoption

- Processus d'adoption ralenti par le renouvellement du Parlement Européen et de la Commission
- Travail actif néanmoins au niveau du Conseil sur les projets de directives
- Echéancier d'adoption non connu et non encadré sur un sujet au demeurant assez consensuel (fin 2016-2017 ?)
- Quelle transposition en droit français ?

III. Prospective : une approche intégrée et à long terme

- **Approche plus intégrée** : lien avec d'autres objectifs environnementaux, dont le climat en vue de l'accord de Paris sur l'après 2020 (installations de combustion moyennes non couvertes par l'EU ETS, engrais, ammoniac, navires...)
- **Approche à long terme** : fondée sur un point d'arrivée avec la mise en place d'une trajectoire d'émissions pour guider les politiques publiques après 2020 et donner de la prévisibilité aux entreprises quant aux investissements à faire
- **Approche plus concertée**: mise en place du Forum européen «Air pur»: "La Commission mettra en place un forum «Air pur» destiné à faciliter la mise en œuvre coordonnée de la stratégie proposée et qui réunira les parties prenantes tous les deux ans. Le comité de réglementation sur la qualité de l'air et les groupes d'experts qui y sont associés continueront d'être sollicités pour l'amélioration technique des directives et afin d'encourager le dialogue entre les partisans d'une amélioration de la qualité de l'air et les émetteurs".

III. Prospective : Impacts

- Pour la première fois, une réglementation inscrite dans une trajectoire à long terme (2030) offrant une prévisibilité d'évolution des obligations réglementaires dans la durée
- Des impacts prévisibles sur les réglementation collatérales : IED, BREF, GES (avec quels liens ?)
- Quelles sont les incidences pour les différents acteurs ? [Analyse d'impact de la Commission](#)

Pour les exploitants : un renforcement des VLE et des contraintes, amélioration technique des installations

Création d'un secteur innovant (PME/PMI), volet soutien à l'innovation et aux industries

- Un programme intégré et à long terme ambitieux
- Une nécessité de veiller à ce que la mise en œuvre de ces dispositions n'engendre pas des résultats contraires aux objectifs affichés (baisse de compétitivité, alourdissement des charges administratives et financières pour les opérateurs....)
- La nouvelle directive visera un grand nombre d'installations de combustion (hors industriel) : quel accompagnement ?

Merci pour votre attention.

Corentin Chevallier
Avocat au Barreau de Paris
Foley Hoag
01 70 36 61 49
cchevallier@foleyhoag.com